

MILLANGES BRILLIANTS

POLITIQUES, COMMERCIAUX ET LITTÉRAIRES.

Vol. XII. Montreal, Vendredi 13 Octobre 1848. No. 9.

LETTRE

S. M. LE ROI DE PRUSSE,

Par Mgr Rendu, évêque d'Annecy.

Un triste spectacle est en ce moment sous nos yeux. La société chrétienne jusque dans ses fondements, chancelle et menace ruine de toutes parts. En religion, en philosophie, en politique, partout enfin, absence d'unité, de certitude et d'autorité; partout malaise, anarchie et chaos: "Le sol tremble sous nos pas; des confins de la Galicie à ceux de la Péninsule Ibérique, des bords de la Tamise à ceux du Tibre, il y a dans les esprits une agitation qui semble prédire un autre avenir et menacer la civilisation chrétienne."

Quelle est donc la cause de ces maux étranges? quelle main assez habile, assez sûre, viendra saisir la société sur la pente de cet abîme qui s'entr'ouvre pour l'engloutir? Ce problème, à l'heure qu'il est, est jeté à l'intelligence humaine, et il faut au plus tôt le résoudre, sous peine de mourir.

L'auteur de la lettre, on pour mieux dire du remarquable ouvrage que nous avons sous les yeux, entreprend cette tâche à la fois si noble et si difficile. Successeur de saint François de Sales, héritier de son génie et de ses vertus, M. l'évêque d'Annecy ne pouvait se priver en dehors des grandes questions qui se débattaient depuis trois siècles au sein de l'humanité, ni demeurer paisible spectateur de ces crises violentes qui peuvent égarer l'Église et la société au milieu des tempêtes. "Forcé d'ailleurs, ainsi qu'il nous l'apprend lui-même, d'obéir au mouvement qui entraîne le monde, et placé sur un terrain favorable à l'observation, il a analysé les éléments de notre vitesse, mesuré les écueils au milieu desquels nous marchons, et cherché avec sollicitude les moyens que nous offre la Providence pour échapper au gouffre où nous sommes sur le point de tomber." Il lui appartenait par conséquent de venir nous révéler la cause des calamités que nous souffrons, et de nous indiquer les remèdes qui peuvent nous sauver.

Le mal des peuples ne date point d'un jour, ni d'un siècle. Pour en trouver la source, il faut remonter à cette époque lamentable où quelques hommes ivres d'orgueil et passionnés pour la gloire, arrachèrent d'illustres nations à leur foi séculaire, et sous prétexte de les réformer, les précipitèrent dans des voies ténébreuses où elles n'ont trouvé que les horreurs de la mort et la confusion de l'enfer. Suivez le protestantisme dans ses phases successives; épisez sa marche à travers les siècles, que trouvez-vous? En religion, en philosophie, en politique, il a tout faussé, tout dénaturé, tout attaqué, tout démolit.

Basé sur le libre examen, c'est sur la religion que devait en premier lieu se manifester l'action de son principe dissolvant. On voit bientôt se produire cet effet désastreux: "La raison, déglacée des liens qui la retenaient dans le cercle de la vérité et débarrassée du guide qui la conduisait à travers le mystère de l'ordre moral, se précipite dans une carrière sans limites, et marque chacun de ses pas par une destruction. Peu à peu la voie s'élargit; la réformation court à pas de géant, et son marceau destructeur abat tout ce qui touche de près ou de loin au catholicisme; puis arrive le moment où, pour en finir avec la vérité et engloutir à la fois le christianisme tout entier dans les abîmes de la négation, on proteste contre la divinité du Christ, ce dernier aliment de la foi, ce dernier lien des cœurs et des esprits."

Hélas! il ne faut point en être surpris. Le protestantisme avait derrière lui une force invincible qui lui disait: Marche, marche toujours. Ses forces se sont vite épuisées. "Il n'a plus aujourd'hui de chemin à parcourir; sans chef, sans symbole, sans doctrine, et par conséquent sans Église, il n'a devant lui qu'une perspective de mort. L'heure est venue où il doit tourner les yeux vers la terre qu'habitent ses pères, s'il veut dérober au monde le spectacle d'une longue et terrible agonie."

La réforme, cependant, ne s'est point bornée à anéantir la foi des peuples; son principe une fois admis par une partie de l'Europe, lui a fait un mal immense par la grande impulsion qu'il a donnée à la philosophie et de toutes les plaies faites à la société par la révolution du seizième siècle, celle-ci est sans contredit la plus profonde et la plus incurable."

N'est-ce pas le protestantisme qui a amené "la raison britannique à se résumer dans la matière; la raison des penseurs du Nord à se résumer dans l'idéalisme; la raison des encyclopédistes français à se résumer dans le rire voltairien, dans l'indifférence morale et le doute universel? N'est-ce pas encore lui qui a hâté le progrès du rationalisme ce dernier mot de la raison humaine séparée de Dieu, qui, sorti des nuages du Rhin, promène maintenant ses désolantes doctrines sur l'Europe entière? N'y a-t-il pas entre la philosophie de toutes les écoles modernes et l'enseignement religieux de toutes les écoles protestantes, un effrayant accord pour détruire l'idée de la providence et effacer l'intervention de Dieu dans toutes les choses de la terre? Et la philosophie, depuis l'alliance qu'elle a contractée avec la réforme, est-elle autre chose que la déification de l'homme, l'art de se passer de Dieu et le moyen de le chasser de cet univers, qui est pourtant son ouvrage?"

Ce n'est pas tout encore. Quittant le terrain des idées pour le terrain des faits, l'illustrateur examine l'action délétrée du protestantisme au sein de la société civile; là encore ses effets sont désastreux.

La réforme avait exalté outre mesure la raison individuelle; qu'en est-il résulté? Cette raison souveraine des masses poussée par de perfides instituteurs, a médité et médite encore dans l'ombre une autre organisation sociale; le triple communisme de la femme, de la fortune et du pouvoir se formule par-dessous, et menace de sortir tout organisé, au premier choc qu'éprouvera le monde.

En vain les rois ont associé à leur puissance une classe

privilegiée, au détriment du peuple qui a toujours été négligé, délaissé, quand il n'a pas été opprimé. Le peuple est là qui demande, sa part de souveraineté. "Un jour donc, et ce jour peut-être n'est pas éloigné, un jour le prolétaire tiendra d'une main l'instrument de son travail, et de l'autre le glaive de l'autorité. Comme il ne lui en restera pas pour tenir la balance de la justice, Dieu seul peut savoir ce que réserve au monde le degre de la souveraineté individuelle."

Comment asseoir la société sur ses bases? où trouver le repos et la stabilité?

La société vivra du moment où nous verrons se réaliser "cette large conciliation intellectuelle et morale, dont les heureux symptômes commencent à se manifester, et qui seule est capable de rapprocher les nations, après avoir rapproché les esprits par la doctrine et les cœurs par la charité." La politique retrouvera sa force dans l'alliance de l'ordre et la liberté, la philosophie sa sécurité dans l'alliance de la raison et de la foi, l'Église sa gloire et sa fécondité dans son alliance avec l'humanité. En un mot, la force et la vie des peuples résident dans l'unité; hors d'elle il n'y a qu'impotence et faiblesse; il n'y a que la mort.

Telle est la substance de ce bel ouvrage, dont nous n'avons pu donner qu'une imparfaite et rapide esquisse. Ce livre n'est pas seulement fait pour un homme, pour un peuple, il est à tous; au philosophe, par la profondeur des pensées; au publiciste, par la largeur des vues; au théologien, par l'habileté de la controverse et la sûreté des doctrines; et, pour quoi ne le dirions-nous pas? à un littérateur, par l'éclat et la majesté de la diction; en un mot il appartient à tous, parce qu'il donne à tous de grandes leçons et de salutaires enseignements. Honneur au courageux pontife qui ne craint pas de dire aux gouvernements d'austères vérités! Honneur à l'habile écrivain qui fit ressortir avec tant de splendeur l'immortelle beauté et l'éternelle rigueur de l'Église catholique! Honneur à lui! il aura fait pénétrer dans plus d'une intelligence la lumière de la vérité, et avancé de plus d'un jour une paix toute pleine de riches espérances.

ROME

ET

LES JOURNAUX CATHOLIQUES DE FRANCE.

Nous sommes heureux de trouver dans une feuille italienne dont le dévouement au Saint-Siège ne peut laisser aucun doute, les réflexions suivantes, qui nous justifient du reproche d'avoir présenté sous un jour favorable la situation politique de Rome, et d'avoir cru à ses ressources encore plus qu'à ses périls. Ceux de nos amis qui pensent servir la papauté en desservant l'Italie, en faisant voir l'impunité triomphante dans la ville éternelle, et dans un avenir prochain la déposition du vénéré Pie IX, ceux qui ne nous pardonnent pas d'espérer encore quand ils désespèrent, feront sagement de méditer les graves avertissements du *Costituzionale romano*.

Il nous est doux d'y trouver un nouveau sujet de confiance, et la preuve que le bon sens du peuple romain déjoue les calculs des ennemis du pontificat comme des ennemis de la liberté.

C'est avec une grande surprise que nous lisons les nouvelles propagées par quelques journaux français sur l'état et la condition de Rome. Cette ville pacifique, et qui dans les jours les plus funestes, les plus périlleux pour l'ordre public, s'est maintenue dans une attitude toujours digne et sévère, est représentée comme le siège de l'anarchie. Le théâtre du tumulte, comme un nid de malfaiteurs qui renversent toute chose et abreuvant d'amertume l'âme du Pontife entouré de notre vénération sur la chaire de Saint-Pierre.

"Il faut avouer que Rome a eu des jours de crise, des jours orageux. Mais ces jours ont été courts, et le peuple a regardé d'un œil d'indignation le petit nombre de perturbateurs de l'ordre et du repos. Du reste, nous, qui habitons cette ville, nous pouvons témoigner que nous y avons goûté une paix, que, grâce au bon peuple romain, on ne pouvait trouver qu'à Rome dans des temps si difficiles et si bien fait pour inspirer de justes craintes."

"Et pourtant, si nous donnons un regard à quelques journaux français dont l'intérêt religieux serait de maintenir la réputation de Rome, les tableaux qu'ils en font nous arrachent, tantôt un sourire, tantôt un mouvement de pitié. Nous connaissons trop leurs bonnes et catholiques intentions pour douter seulement de la rectitude de la fin qu'ils se proposent. Mais s'ils veulent le bien et le triomphe de la religion, il faut qu'ils se procurent des correspondances plus exactes en ce qui nous concerne."

"Pourquoi ne font-ils pas savoir au public qu'en général les congrégations romaines continuent avec calme et activité le cours de leurs travaux apostoliques; que les fêtes se célèbrent avec la pompe accoutumée, que le Saint-Père assiste aux cérémonies, qu'il sort, soit pour la promenade, soit pour visiter les églises, les couvents, les institutions charitables?"

Nous ne voulons pas dire qu'il faille exclure les nouvelles politiques, mais seulement qu'il y faut ajouter les nouvelles religieuses; qu'en matière politique même il faut publier le bien et le mal, qu'enfin il ne convient pas à un journal catholique, et qui se propose pour but le bien de l'Église, de populariser de tristes bruits qui n'ont rien de certain, et que même les ennemis du Pape et de l'Ordre.

"Mais, dira-t-on, il faut bien combattre ce parti mauvais qui agite Rome, et qui est entré en lutte ouverte avec le Souverain Pontife. Eh bien, donc, que l'on combatte! Mais avant tout, qu'on sache distinguer un parti politique de tout un peuple. Le parti exagéré et ennemi du pape, est heureusement peu nombreux à Rome, et s'aperçoit depuis longtemps que ses maximes impies et subversives ne font pas de brèche dans notre bon peuple, dont la foi et l'honneur ont des racines trop profondes. Si le peuple romain n'était pas vraiment bon et animé de sentiments de justice, il y a longtemps que Rome serait devenue inhabitable."

Une nouvelle.

—On lit dans la Gazette de Rome du 24 août:

"Hier matin, vers midi, S. Ex. M. Martinez de la Rosa, accompagné des attachés à la légation espagnole, s'est rendu au Quirinal, où reçu par M. le maître de la chambre, il a été introduit dans les appartements de Saint-Père avec les formalités d'usage. Arrivé à la salle du trône, après les cérémonies ordinaires, il a présenté les lettres royales par lesquelles S. M. Isabelle II, reine d'Espagne, l'accrédite en qualité d'ambassadeur extraordinaire près le Saint-Siège. Son Excellence a prononcé ensuite le discours suivant:

"Très Saint-Père,

"En renouant avec tant de bonheur les antiques liens entre le Saint-Siège et l'Espagne, mon premier devoir, pour remplir la mission qu'a daigné me confier mon auguste souverain, est d'exprimer à Votre Sainteté la joie unanime et le véritable enthousiasme avec lesquels la reine ma maîtresse et la nation entière ont célébré cet heureux événement."

"Nous en avons eu le présage, que la suite n'a pas démenti, dans la sollicitude paternelle avec laquelle Votre Sainteté a envoyé en ce royaume un délégué apostolique doué de si grands mérites et animé de l'esprit de mansuétude, caractère distinctif de son ministère. Nos espérances s'accroissent encore lorsque Votre Sainteté confirmera l'élection faite par le gouvernement espagnol de vertueux pasteurs qui, faisant cesser le trop long veuvage des églises, ont porté aux peuples des paroles de paix et de concorde, et prêché d'exemple les préceptes sublimes de l'Évangile."

"Les anciennes relations entre le Saint-Siège et l'Espagne étant rétablies d'une manière publique et solennelle, on peut se promettre avec certitude qu'il en résultera les plus grands biens pour l'Église et pour l'État, sous un Pontife dont le monde proclame l'insigne mérite et les généreux sentiments, et sous le règne d'Isabelle II, héritière du nom et du titre de Reine Catholique."

"Heureux s'il m'est donné de contribuer, autant que cela dépendra de moi, à l'accomplissement des desseins élevés de cette auguste souveraine. Je puis, en tout cas, protester à Votre Sainteté que ce jour, où j'ai l'insigne honneur de remettre en vos mains sacrées une si grande preuve de confiance royale, sera toujours regardé par moi comme le plus heureux de ma vie."

"Sa Sainteté a daigné répondre que son cœur était profondément touché de tout ce que l'ambassadeur venait de lui dire au nom de sa cour et de sa nation, qu'elle se réjouissait d'avoir cette preuve nouvelle et solennelle des sentiments religieux de l'une et de l'autre, et que ce rétablissement des rapports mutuels donnait le droit d'attendre les plus heureux résultats pour la religion catholique dans un pays où elle brilla toujours d'un si vif éclat, et où la piété et la pureté de la foi s'unirent toujours à l'élevation et à la magnanimité des sentiments. Le Saint-Père ajouta qu'il n'était pas moins satisfait de l'accueil fait en Espagne à la personne de son envoyé, et termina en assurant l'ambassadeur de sa paternelle et spéciale bienveillance envers l'auguste reine, envers S. M. le roi et toute la nation, heureuse de vivre sous le gouvernement d'une souveraine animée de tels sentiments pour l'Église et la religion."

"Son Excellence alla ensuite, selon l'usage, rendre visite au cardinal Segni, secrétaire d'État, et puis, quittant le Quirinal, au cardinal Macchi, doyen du sacré collège."

Le surlendemain, 21 août, un Te Deum solennel a été chanté dans l'église espagnole de Mon-crati pour rendre grâce à Dieu du rétablissement des bonnes relations entre l'Espagne et le Saint-Siège.

Constantinople, 25 août 1848.

Les troubles qui ont éclaté le 23 juin en Valachie perdent de plus en plus leur caractère révolutionnaire, en conservant leur tendance d'opposition à la Russie et de rapprochement vers la puissance suzeraine. Sulyman-Pacha, commissaire extraordinaire du sultan, paraît avoir compris les sympathies des Valaques. Il faut convenir que la sévérité de son langage officiel et ses premiers actes pouvaient faire craindre un autre résultat. Sa première proclamation, datée de Giurgévo regardait comme non avenue la révolution du 23 juin, et il refusait de recevoir officiellement les membres du gouvernement provisoire, lequel, quelques jours plus tard, se dissolvait à sa demande et se recomposait sous le nom de *Intendance princière*, en réduisant à trois le nombre des membres de ce gouvernement, devenu légal par cette déference. Ces trois membres sont: MM. Eliade, Tell et Nicolas Golezko. Cela fait, Sulyman-Pacha en donna avis au corps consulaire, faisant signer une adresse au sultan et envoyant un de ses secrétaires pour accompagner à Constantinople la députation de cinq boyards chargés de la présenter au sultan et de traiter avec son ministère des arrangements à approuver dans l'administration intérieure de la principauté. Cette députation est arrivée le 22 août à Constantinople.

Les articles du projet de constitution que la porte n'accepte point et qui seront modifiés d'un commun accord, sont les suivants:

La durée du pouvoir conféré au prince, limitée à cinq ans. La liberté absolue de la presse.

L'établissement d'une garde nationale. La sécularisation des monastères relevant des états lieux (1).

Le suffrage universel.

Le commissaire de la porte demanda que le prince soit élu

(1) Les monastères qu'il s'agit de séculariser proviennent de fondations pieuses. Le vœu des fondateurs n'est plus exécuté et le patriarche grec de Constantinople n'est plus exclu de l'administration et du revenu. Il envoie des délégués pour remplir les fonctions de curateurs. Ces délégués commentent par bien vivre et détournent le plus d'argent qu'ils peuvent à leur profit. Le reste est censé envoyé à Jérusalem pour l'entretien d'établissements pieux. Le fait est que le gros de ces revenus, et ils montent à plusieurs millions de francs, sert à payer à Constantinople les intrigues des prêtres grecs, celles des agents grecs de la Russie, et la protection que ces employés russes donnent aux intérêts de tous ces braves gens. Quelques tures perdraient aussi à la suppression de ces abus, mais combien la Turquie y gagnerait!

à vie comme auparavant, sauf à le changer tous les ans s'il le faut, toujours comme par le passé; que la presse soit réglementée; que la garde nationale s'appelle garde communale; que la question des monastères soit examinée par une commission spéciale; que le droit électoral n'appartienne qu'à ceux qui savent lire et écrire.

Les Valaques paraissent assez disposés à accepter ces modifications; mais il y a cent à parier que la Russie trouvera la Turquie trop libérale et qu'elle va chercher à faire naître des difficultés. A tant peu, la porte sera mise en demeure ou de se brouiller avec la Russie, ou de désavouer ses agents dans ces principautés. Sa conduite alors dépendra de l'attitude que prendront la France et l'Angleterre.

En attendant, elle envoie le plus de troupes qu'elle peut du côté du Danube; elle évite tout ce qui pourrait autoriser la Russie à dire qu'elle agit de concert avec le gouvernement ottoman. En Moldavie, les troupes turques n'ont point quitté Galatz, tandis que les russes sont à Berlad et Jassy. En Valachie, sauf le corps d'armée qui accompagnait Sulyman Pacha à Giurgévo et qui y restera sans s'avancer dans l'intérieur de la principauté, il n'y a ni troupes russes, ni troupes turques. A en juger par le calme qui y règne, le besoin ne s'en fera pas sentir. La question est maintenant à Constantinople entre la députation valaque, le gouvernement turc et malheureusement la légation de Russie. Souhaitons au gouvernement turc la confiance et la confiance qui s'étaient si bien au bon droit et aux bonnes intentions. On a droit de l'attendre du nouveau ministère.

LA CHUTE DE MESSINE.

Une lettre de Messine, datée du 6, donne sur la capitulation des détails que nous n'avions point.

"Le 6, dit-elle, alors que la panique régnait dans Messine, et qu'on y voyait se répéter des scènes horribles, Piraino, commissaire-général de Messine, s'était rendu à bord des escadres, suppliant les commandans anglais et français d'intervenir pour obtenir un armistice, prétendant que l'armée napolitaine devait l'accorder sans condition. Ces prétentions absurdes furent rejetées. Le 7 au matin, à bord des vaisseaux anglais et français, se présentèrent quinze des notables de Messine, qui venaient supplier que l'on accordât la vie sauve et l'amnistie."

"Quelques instans après, une barque, montée par deux officiers, se remua à la citadelle, qui, dès l'aube du jour, avait recommencé le feu contre la ville. A huit heures, les deux officiers (probablement anglais et français) revinrent avec un des chefs de l'état-major napolitaine, qui paraissait animé des intentions les plus pacifiques. Mais, à ce moment encore, les chefs qui étaient à bord voulaient proposer des conditions inacceptables. Ils demandaient un traité de régle. Ils se défendaient, en disant que s'ils n'exigeaient pas ces conditions, la ville les regarderait et les traiterait comme des traitres."

"Enfin ils ont consenti à ne demander que la vie sauve et l'amnistie, et la citadelle a éteint son feu."

"Aussitôt qu'on eut vu toutes les hauteurs des salves de joie tirées par la garde nationale, qui s'estimait heureuse d'échapper ainsi à une destruction complète. L'intérieur de la ville ressemblait en ce moment au cratère d'un volcan; d'impais tourbillons de fumée noire s'élevaient de toutes parts."

"Le général en chef de l'expédition s'occupait encore de soumettre les forts. Celui du Phare tenait toujours. Le Phare est à dix milles de Messine. Le général en chef ne voulut pas que l'armée napolitaine fût son entrée dans Messine pendant ces incendies. Pendant toute la nuit du 7 au 8, l'incendie a dévoré les débris épars des maisons que l'artillerie avait abattues."

"Le 8, à dix heures du matin, les Suisses ont occupé la ville. Les soldats de Palermo, de Trapani, de Catane, s'étaient enfuis pendant la nuit."

"Aussitôt que l'occupation a été accomplie, tout le monde s'est empressé de débarquer et de rentrer dans ses foyers pour réparer, autant que possible, ses désastres personnels."

"Le général en chef a fait obliger les personnes compromises à rester encore toute la journée du 8 à bord des escadres, afin d'éviter toute irritation de la part des soldats; demain elles rentreront."

"On dit que les canons pointés au Phare étaient servis par des étrangers."

Nous devons faire remarquer que ce récit est donné par un journal napolitain (*Il Tempo*, du 9 septembre), et que, dès lors, on ne peut l'accepter sans réserve. Voici, du reste, les deux dernières dépêches du général Filangieri au ministre de la guerre à Naples:

"Messine a été prise; elle rentre sous l'obéissance de son souverain légitime. Une défense désespérée de deux jours n'a pas été un obstacle pour l'admirable valeur des troupes royales, qui, aux cris de: *Viva le roi!* ont triomphé des plus grands obstacles."

Deuxième dépêche: "Toutes les canonnières et embarcations siciliennes ont été prises. Tous les forts, compris celui du Phare, sont occupés. Le désarmement s'opère."

"Messine, 7 septembre, à deux heures de l'après-midi."

D'autres nouvelles, datées de Naples 10 et 11 septembre, portent ce qui suit:

"Un bulletin télégraphique nous parvient. Les incendies ont cessé. La sécurité, garantie aux personnes et à ses biens fait rentrer la population. Le gouvernement municipal est installé. Milano a fait sa commission. Le *Vésuvio* a été pris. La croisière est en activité sur toutes les côtes. Un rapport annonce que la flotte partait de Messine, se dirigeant vers le Sud. Les deux barques canonnières siciliennes qui s'étaient enfuies ont été prises."

LE LIBAN.—Nous trouvons avec plaisir dans le *Courrier Français* les lignes suivantes qui témoignent des sympathies de ce journal pour les catholiques du Liban:

"Les discussions qui s'élèvent, sans cesse, au sujet des populations catholiques du Levant et des questions qui soulèvent le droit de protectorat de la France, ont donné l'idée